

INITIATIVE D'oriGIn EN MATIERE D'ACCES AU FINANCEMENT : DOCUMENT STRATEGIQUE

Ce document de stratégie analyse, d'une part, les opportunités qui existent actuellement dans le domaine de l'accès au financement pour les producteurs d'indications géographiques.

D'autre part, il propose une stratégie d'oriGIn visant à élargir sa gamme d'activités dans le domaine de l'accès au financement pour ses membres, dans le but de favoriser la consolidation et/ou le développement/l'optimisation de modèles économiques durables.

Contexte

Le monde des indications géographiques et celui de la finance pourraient sembler à première vue très distants.

À y regarder de plus près, **étant donné que de nombreuses indications géographiques sont caractérisées par des exploitations ou entreprises de petite et moyenne dimension, les questions liées au financement sont à la fois une opportunité et une contrainte** : Une opportunité en termes de croissance : le renforcement des contrôles de qualité internes et externes, la consolidation de plateformes communes représentant les producteurs d'une certaine zone géographique (groupements, interprofessions, etc.), le développement de la production (en ce qui concerne par exemple l'utilisation des terrains agricoles ou les matières premières), la transformation (la fabrication de fromage, le traitement de la viande, la production de vin, etc.), la distribution et la vente (dépôts, marchés en ligne, CSAs) et la commercialisation (magasin, restaurants, programmes d'étiquetage, agro-tourisme), etc. Une contrainte en termes d'accès au financement, étant données les conditions et les garanties requises aujourd'hui par les banques traditionnelles dans un contexte de « credit crunch ». Un aperçu intéressant du rôle de l'accès au financement dans les marchés émergents (des considérations similaires peuvent également s'appliquer dans les régions rurales des pays développés) est présenté dans l'étude réalisée par *Connective Capital* et les Fonds d'investissement pour les pays en développement de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (octobre 2009).¹

Par ailleurs, suite à la crise financière de 2008, laquelle a démontré les risques associés à des instruments financiers complexes détachés de toute considération liée à l'économie réelle, le monde de la finance est en pleine évolution. Les acteurs traditionnels (fonds SRI ou *fund-of-funds*, fonds de pension, *family offices*, investisseurs privés qualifiés) voient dans l'agriculture durable une opportunité d'investissement. De même, des acteurs « sui generis », dont le but institutionnel n'est pas (ou pas exclusivement) d'obtenir un retour sur investissement, mais (également) de produire un impact durable sur la société (comme par exemple les fondations, les institutions philanthropiques, les programmes de responsabilité sociale au sein des entreprises) sont de plus en plus intéressés dans le soutien d'initiatives axées sur la durabilité. Des concepts tels que « venture philanthropy », micro-finance, entrepreneuriat social, « social business », se multiplient dans le monde (en Suisse, voir par exemple: *Sustainable Finance Geneva SFG*, *Forum Nachhaltige Geldanlagen FNG* et *Swiss Venture Philanthropic Forum*).

Une vue d'ensemble de l'impact généré par l'agriculture durable est illustrée dans les conclusions du rapport de *SEAF Investments* « De la pauvreté à la prospérité : Comprendre l'impact des investissements dans les petites et moyennes entreprises (PME) » (octobre 2007)².

¹ Disponible à la page http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/investment_funds.pdf

² Disponible à la page <http://springhillequity.com/files/From-Poverty-to-Prosperty.pdf>

Le rapport a mis en évidence que le portefeuille d'investissements de *SEAF Investments* dans les PME des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture a généré :

- Taux de 21% de rentabilité financière pour les investisseurs.
- Taux de 66% de rentabilité économique pour les investisseurs et la communauté.
- 12 USD d'impact économique supplémentaire pour chaque 1 USD investi.
- 26% de taux annuel moyen de croissance de l'emploi.
- 25% de taux de croissance annuel moyen des salaires.
- 72% des nouveaux emplois vont aux travailleurs non qualifiés et semi-qualifiés.
- 280 micro-entreprises locales soutenues.
- 83% des employés ont reçu des prestations de santé et de retraite.
- 85% des entreprises ont offert une formation pour les employés.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que l'agriculture représente un secteur économique clé dans les marchés émergents et dans les pays développés. Dans son rapport mondial de 2008 sur l'agriculture pour le développement³, la Banque mondiale a noté que 86% des personnes vivant dans les zones rurales considèrent l'agriculture comme leur principale source de subsistance. Dans le monde développé, le secteur de l'agriculture et de l'alimentation compte jusqu'à 10% du PIB. Ainsi, l'agriculture joue un rôle vital dans la croissance et le développement durable. Le secteur est néanmoins confronté à de nombreux défis, dont la nécessité de nourrir à des prix acceptables une population mondiale croissante (qui devrait atteindre 9 milliards en 2050) caractérisée par des habitudes alimentaires en évolution. En même temps, l'agriculture doit relever les défis concernant l'amélioration de la qualité et de son profil environnemental, ainsi que s'adapter au changement climatique et à d'autres problématiques, telles que celles liées aux ressources hydriques limitées et à la production d'énergies alternatives.

Les indications géographiques sont bien placées pour contribuer au développement du secteur agricole de manière durable. A titre d'exemple, une étude récente publiée par la «*Federación Nacional de Cafeteros de Colombia*» montre comment les indications géographiques permettent aux petits agriculteurs fournisseurs de produits de base (comme le café) dans des pays en développement de se placer en meilleure position dans la chaîne de valeur, de sortir du soi-disant « piège des produits de base » et de générer des revenus.⁴ D'autre part, selon une étude publiée par la Commission européenne, en 2007 le secteur des indications géographiques agro-alimentaires de l'Union Européenne (vins et spiritueux exclus) a été évalué à 14,2 milliards d'euros au niveau de la production.⁵ **En offrant des alternatives de qualité à la production massive de produits industriels, les indications géographiques peuvent générer des rendements économiques, sociaux et environnementaux importants.**

Objectifs de l'initiative

Diriger des financements vers les indications géographiques, qui se caractérisent souvent par des exploitations/entreprises de petite dimension axées sur la qualité et la traçabilité, contribuera à entretenir la diversité du marché et la survie de produits alimentaires de haute

³ Disponible à la page http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf

⁴ Pour plus d'informations, voir GEOGRAPHICAL INDICATIONS (GIs) AND SCIENCE AS A TOOL FOR COMPETITIVENESS: THE CASE OF COLOMBIAN COFFEE, Andrés Lozano, Luis Fernando Samper and Julián García, disponible à la page http://www.wipo.int/export/sites/www/freepublications/en/geographical/798/wipo_pub_798.pdf. Voir également http://www.federaciondecafeteros.org/particulares/en/sostenibilidad_en_accion/

⁵ Voir http://ec.europa.eu/agriculture/quality/schemes/newsletter-2010_en.pdf

qualité et de longue tradition. L'investissement dans les indications géographiques peut aussi générer des impacts « sociétaux ».

Par conséquent, oriGIn a maintenant une occasion unique de trouver une « niche » dans la promotion de services d'intermédiation entre des projets liés aux indications géographiques et les ressources financières disponibles pour les appuyer. Basée à Genève et ayant l'opportunité de contacts avec un réseau d'institutions financières qui pourraient être intéressées dans le soutien à des projets de développement durable liés à l'agriculture, oriGIn est en position de mettre en contact projets et financeurs. Pour cela, oriGIn pourra compter sur la coopération de M. Judson Berkey, expert en finance, qui l'appuiera au développement de ce nouveau service en qualité de Conseiller spécial sur les questions liées au financement des producteurs.

Les membres d'oriGIn (en particulier les producteurs et les entreprises qui font partie des associations membres de notre réseau) intéressés à l'accès au financement pour promouvoir la consolidation et/ou le développement/l'optimisation de leurs activités, auront désormais la possibilité de s'adresser à oriGIn. oriGIn, au cas par cas et en fonction des besoins spécifiques des projets présentés, essayera d'établir un contact avec le véhicule financier le plus approprié.

Projet de modèle

Toute proposition soumise à oriGIn devra indiquer :

- Une introduction concernant le produit et la(s) société(s) qui fait/font la demande.
- Les objectifs du projet : le renforcement des contrôles de qualité internes et externes, la consolidation de plateformes communes représentant les producteurs d'une zone géographique donnée (groupements, interprofessions, etc.), le développement attendu de la production (en ce qui concerne par exemple les terres agricoles ou les matières premières), la transformation (la fabrication de fromage, le traitement de la viande, la production de vin, etc.), la distribution et la vente (dépôts, marchés en ligne, CSAs) et la commercialisation (magasin, restaurants, programmes d'étiquetage, agro-tourisme), etc.
- L'impact attendu du projet (économique, social et environnemental).
- Le montant à financer.

Les propositions initiales ne devront pas dépasser 2 pages.